



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 12.2.2015
C(2015) 658 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.2.2015

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement (FED)

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.2.2015

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement (FED)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires¹, et notamment son article 6,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union², et notamment son article 56, paragraphe 1, et son article 62,

vu les instruments suivants:

- le règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage³;
- le règlement (UE) n° 234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers⁴,

considérant ce qui suit:

- (1) Compte tenu de l'analyse des coûts et des avantages concernant la délégation aux agences exécutives de certaines tâches relatives à la mise en œuvre de programmes de l'Union sur la période 2014-2020, la décision d'exécution 2013/776/UE de la Commission du 18 décembre 2013⁵ a institué l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (ci-après l'«Agence») jusqu'au 31 décembre 2024 et l'a chargée de réaliser certains volets des actions et programmes suivants de l'Union:

- Europe créative;
- Erasmus+;
- L'Europe pour les citoyens;
- l'initiative des volontaires de l'aide de l'UE;
- et les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur qui relèvent des instruments de coopération extérieure.

¹ JO L 11 du 16.1.2003, p. 1.

² JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

³ JO L 77 du 15.3.2014, p. 27.

⁴ JO L 77 du 15.3.2014, p. 77.

⁵ JO L 343 du 19.12.2013, p. 46.

- (2) Conformément à l'article 6, paragraphe 3, du règlement n° 58/2003, la Commission a défini les conditions, critères, paramètres et modalités qu'une agence exécutive doit respecter dans la mise en œuvre des programmes délégués, à savoir la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement (FED), modifiée par la décision C(2014) 4084 du 25 juin 2014.
- (3) Compte tenu de la décision SEC(2014) 572 de la Commission du 5 novembre 2014 relative au paquet 2014 de modifications des organigrammes mettant en œuvre les décisions du Président concernant l'attribution des portefeuilles, la décision C(2013) 9189 de la Commission doit faire apparaître les nouvelles directions générales de tutelle de l'Agence. La décision SEC(2014) 572 prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.
- (4) Conformément à la décision C(2014) 9000 du Président du 1^{er} novembre 2014 relative à l'organisation des responsabilités des membres de la Commission et aux décisions administratives et budgétaires connexes du 5 novembre 2014⁶, il y a lieu de supprimer la référence à la fonction d'audit interne dans les agences exécutives à partir du 1^{er} mars 2015.
- (5) Compte tenu de l'adoption du règlement (UE) n° 232/2014 instituant un instrument européen de voisinage et de la décision d'exécution C(2014) 6316 de la Commission du 11 septembre 2014 relative au programme d'action annuel 2014 (partie 2) en faveur de la Jordanie à financer sur le budget général de l'Union européenne, notamment le «Guichet spécial pour la Jordanie dans le volet "Renforcement des capacités de l'enseignement supérieur" du programme Erasmus+ en 2014», les actions Erasmus + menées en Jordanie doivent être soutenues par l'instrument européen de voisinage.
- (6) Compte tenu de l'adoption du règlement (UE) n° 234/2014 et de la décision d'exécution C(2014) 7423 de la Commission relative au programme d'action annuel 2014 pour la coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat, à financer sur le budget général de l'Union européenne, les actions Jean Monnet dans les pays partenaires doivent être soutenues par l'instrument de partenariat.
- (7) Compte tenu de l'adoption du règlement (UE) n° 231/2014 et de la décision d'exécution C(2014) 9407 de la Commission du 10 décembre 2014 portant adoption d'un programme d'action plurinational pour l'année 2014, la «Fenêtre Jeunesse des Balkans occidentaux» dans le cadre du programme Erasmus + doit être soutenue par l'instrument d'aide de préadhésion.
- (8) Il est dès lors nécessaire de modifier l'annexe VI afin d'y inclure les lignes budgétaires correspondant à ces trois actions.
- (9) En ce qui concerne la charte Erasmus +, il convient de délimiter clairement les tâches confiées à la Commission et à l'Agence,

⁶ PV(2014) 2104

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision C(2013) 9189 de la Commission est modifiée comme suit:

1. L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

«Les directions générales mentionnées ci-après sont les directions générales de tutelle de l'Agence:

- Direction générale de l'éducation et de la culture;
- Direction générale de la migration et des affaires intérieures;
- Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies;
- Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO).

À ce titre, elles gèrent les relations entre la Commission et l'Agence et sont chargées du suivi et de la surveillance de l'Agence conformément à la section 5.»

2. Les annexes I et VI de la décision C(2013) 9189 sont modifiées comme indiqué à l'annexe de la présente décision.

3. En ce qui concerne la capacité d'audit interne, les modifications ci-après sont requises:

- (a) l'article 25 de la décision C(2013) 9189 est supprimé et les articles suivants sont renumérotés;
- (b) à l'article 3, paragraphe 2, le point f) est supprimé;
- (c) à l'article 20, paragraphe 1, point g), la référence à la capacité d'audit interne est supprimée et ce point est modifié comme suit: «g) un résumé du nombre et du type d'audits réalisés par le service d'audit interne et la Cour des comptes européenne, des recommandations formulées et de l'état d'avancement des actions».

Article 2

Date d'application

L'article 1^{er}, paragraphes 1 et 2, de la présente décision s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

L'article 1^{er}, paragraphe 3, de la présente décision s'applique à compter du 1^{er} mars 2015.

Article 3

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12.2.2015

*Par la Commission
Tibor NAVRACSICS
Membre de la Commission*

ANNEXE

Modification n° 1

L'annexe I de la décision C(2013) 9189 de la Commission est modifiée comme suit:

1. Après le paragraphe introductif sous le titre «Parties du programme qui sont déléguées», le paragraphe ci-après est ajouté.

«L'Agence met en œuvre la dimension internationale de ces actions lorsque des crédits sont mis à sa disposition, qui représentent une augmentation marginale du niveau des crédits opérationnels qu'elle gère pour des tâches de même nature, prélevés sur les lignes budgétaires correspondant aux instruments de coopération internationale énumérés dans la décision d'exécution 2013/776/UE de la Commission.»

2. Au paragraphe 3.2, le texte du tiret correspondant à la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur est modifié comme suit:

- «la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur: la gestion opérationnelle générale, y compris la mise en œuvre de l'ensemble du processus de sélection et d'évaluation, la préparation des décisions d'attribution et de rejet, la notification des résultats de la sélection aux candidats, ainsi que la mise à jour de la base de données de la charte à la suite de scissions ou de fusions d'établissements d'enseignement supérieur;
- la Commission européenne conserve les responsabilités suivantes:
 - les consultations avec les autorités nationales et les agences nationales au cours de la vérification de l'admissibilité des candidats;
 - l'adoption des décisions d'octroi ou de retrait de la charte et des décisions de rejet des demandes;
 - le suivi/contrôle de la mise en œuvre de la charte, notamment l'acceptation des rapports et autres éléments à livrer.»

Modification n° 2

L'annexe VI de la décision C(2013) 9189 de la Commission est modifiée pour y ajouter les lignes budgétaires suivantes, dont une partie des crédits correspondant aux tâches confiées à l'Agence sera exécutée par celle-ci:

19 05 01 -
Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union européenne ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays
21 03 01 01
Instrument européen de voisinage (IEV) — Pays méditerranéens — Droits de l'homme et mobilité
22 02 04 01
Programmes plurinationaux, intégration régionale et coopération territoriale